

voir, il n'y a pas plus d'espoir d'une concurrence britannique qu'il n'y en a eu d'une concurrence américaine. Bien plus ceux dont le suffrage avait en vue un resserrement du lien britannique apprendront que, pour réaliser l'objet de leur ambition, ils auront à revenir au parti libéral, qui a été le premier à introduire la préférence anglaise. Je n'hésite pas à dire que les dernières élections ont été remportées sous de faux prétextes. Il y a dans les rangs de la droite des hommes qui, de bonne foi, ont pensé qu'en repoussant l'entente conclue par nous avec les Etats-Unis, ils rendaient un grand service à l'Angleterre et à l'empire. Je respecte cette opinion qu'ils ont eue; je ne leur en fais pas un reproche; mais, à mon avis, loin d'avoir rendu un grand service à l'Angleterre, ils lui ont fait tort, ils ont fait tort à l'empire britannique. Le monde est, aujourd'hui, monsieur l'Orateur, dans un état de transition: la vieille civilisation s'en va et fait place à une civilisation nouvelle. Le temps des conquêtes, de la domination et des agrandissements de territoire à force armée touche à sa fin, mais il n'y touche pas au point de nous priver du spectacle des efforts que font en ce moment l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne pour se saisir de quelques morceaux de territoire dans le nord de l'Afrique. La nouvelle civilisation a néanmoins pris une telle avance que, tout compte fait, il n'y a pas à redouter qu'il naisse de ce pénible état de choses quelque conflit général. Si, par contre, nous vivions à une époque moins avancée, et non pas en 1911, il est probable qu'il serait résulté des événements récents une conflagration générale en Europe. Sous le régime qui s'élabore aujourd'hui, régime de paix et non de guerre, l'amitié des Etats-Unis eût été pour l'Angleterre un avantage à nul autre comparable.

Mon honorable ami le ministre du Commerce et de l'Industrie (M. Foster) a tenté d'expliquer que l'attitude de l'administration actuelle au Canada ne comportait nulle hostilité à l'égard des Etats-Unis. C'est ce qu'a tenté lui-même le premier ministre. Je ne crois pas, monsieur l'Orateur, que nul Canadien ait subi l'influence d'allusions hostiles au peuple américain. Quoi qu'il en soit, vous me permettez peut-être, monsieur l'Orateur, de dire que je regrette le ton de certains journaux; de certains hommes publics, peu fait pour encourager l'amitié entre les deux peuples. Je dirai ceci: c'est que, si les Etats-Unis n'ont pas à se plaindre de l'attitude prise par le peuple canadien—à mon sens, le peuple canadien s'est trompé; mais qu'il ait eu tort ou raison, je place mon pays au-dessus de tout—si, dis-je, les Etats-Unis n'ont pu en rien nous reprocher l'attitude que nous avons prise—attitude erronée, selon moi—je n'en persiste pas moins à dire que nous avons

perdu une magnifique occasion d'améliorer et d'accroître les relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Je disais, il y a un instant, que mon honorable ami avait cru devoir se donner la peine d'expliquer sur ce sujet son attitude envers le peuple américain. Qu'il me permette de lui citer certain passage d'un journal très modéré, le "New-York Times," dans son numéro du 23 septembre:

Si dans la mort il est des degrés, il faut dire que le projet d'arbitrage avec l'Angleterre de M. le Président Taft semble être aujourd'hui plus mort que ne l'est le projet sur les laines auquel il a récemment mis son veto. Ainsi l'a voulu le Canada.

Ce langage énergique nous fait assez voir à quelles conséquences peut nous mener le rejet de cet accord, conséquences plus graves encore que celles auxquelles mon honorable ami a pu rêver.

L'hon. M. FOSTER: Mon très honorable ami (sir Wilfrid Laurier) me permettra-t-il de lui demander s'il endosse cette opinion?

Sir WILFRID LAURIER: Mon honorable ami (M. Foster) n'a pas oublié que, dans mon manifeste au peuple canadien, j'ai dit que la réciprocité proposée favorisait l'adoption du traité d'arbitrage. Mon opinion est confirmée ici. J'ai dit de plus il y a un instant que l'attitude du peuple canadien, pour erronée qu'elle me paraisse, n'a rien dont le peuple américain doive prendre ombrage. La nature humaine, cependant, est ce qu'elle est, et, bien que les relations des deux pays soient satisfaisantes, je soutiens qu'elles le seraient davantage si cette convention eût passé.

Je sais très bien que, non seulement dans cette Chambre, mais aussi dans le pays, il en est pour qui la réciprocité devait être un acheminement à l'annexion. Je sais également bien qu'il se rencontre aux Etats-Unis des gens dont l'espoir est de voir un jour s'établir l'annexion. A ceux-là qui chez nous redoutent l'annexion, à ceux-là qui aux Etats-Unis espèrent qu'elle se produira, je me bornerai à dire qu'ils oublient les uns et les autres de compter avec la virilité d'un peuple fier, également dédaigneux des cajoleries ou des violences dès que leur dignité est en jeu. Au reste, quelle attitude que prennent les membres de la droite, je dirai que, pour nous, de la gauche, nous avons suffisamment foi en notre honneur pour ne pas hésiter dans un acte jugé utile au pays, sans crainte des conséquences. Notre patriotisme est tellement robuste qu'il est également inaccessible aux séductions de la faveur comme aux influences avilissantes de la crainte.

Les dernières élections nous ont, il est vrai, fait perdre du terrain. Nous en avons perdu dans toutes les parties du Canada, excepté dans les provinces des prairies. Là, le sentiment était si fort que les appels aux passions et aux préjugés n'ont pu avoir au-